

Énergie

pays, pourquoi ne s'est-il pas penché au-dessus de son pupitre pour en conférer avec le ministre d'État chargé des Affaires urbaines? Serait-ce qu'il estime que le ministre n'a aucune influence sur cette société de la Couronne? Soutenir que les provinces ne se préoccupent pas de la conservation de l'énergie, c'est essayer de rejeter la faute sur les provinces. C'est là une attitude mesquine de la part du ministre.

Il a soutenu hier après-midi que la Nouvelle-Écosse n'avait pas haussé substantiellement le tarif de l'électricité entre 1958 et 1974; puis il a soutenu que la hausse du tarif de l'électricité n'avait pas été proportionnellement aussi forte que celle du prix des autres produits de consommation. Je soutiens que de pareilles déclarations pourraient gravement induire en erreur la Chambre et le public en général. Je me permettrai de citer certains chiffres au ministre. Nous parlons des coûts annuels moyens de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique. Je vais comparer ces coûts à d'autres coûts relevés dans d'autres régions du pays et les relier aux revenus. Ainsi, le traitement ou salaire annuel moyen à Toronto est d'environ \$11,000 et le coût annuel moyen de l'énergie, d'environ \$525, soit à peu près 4.8 p. 100 du revenu. Le revenu annuel moyen à Charlottetown est d'environ \$8,100 et le coût annuel moyen de l'énergie, d'environ \$980, soit à peu près 12 p. 100 du revenu en moyenne.

Il y a un écart de 250 p. 100 dans le coût annuel proportionnel de l'énergie. Je pourrais citer d'autres chiffres, mais je n'en ai pas le temps. Quand le ministre laisse à entendre que le coût de l'énergie a augmenté moins, en proportion, que le coût d'autres biens, il sape sa propre crédibilité et décrit mal les préoccupations nationales ou régionales en matière d'énergie.

M. Gillespie: Vous ne croyez pas cela, n'est-ce pas?

M. MacDonald (Egmont): Je le crois. C'est pourquoi je consigne ces chiffres au compte rendu. Le ministre peut-il nous expliquer pourquoi le citoyen de Charlottetown paie 12 p. 100 de son revenu pour l'énergie, tandis que le citoyen de Toronto en paie à peu près 4.8 p. 100? Le gouvernement fédéral n'a-t-il donc aucune responsabilité à cet égard?

M. Gillespie: Le député veut-il entendre mes chiffres?

M. MacDonald (Egmont): Peut-être le ministre pourrait-il les donner une autre fois. Mon temps est limité. Je fais ces quelques observations pour aider le ministre.

Le ministre a parlé d'autres sources possibles d'énergie. Il n'a pas l'air de savoir ce qu'il veut. Aujourd'hui, il semblait reconnaître qu'il valait la peine de chercher d'autres formes d'énergie, d'intensifier la recherche et le développement dans ce domaine. Mais que disait-il hier? En réponse à la question du député de Kingston et des Îles (M^{lle} MacDonald), le ministre a répondu, comme en fait foi la page 13059 du hansard:

Le deuxième point que j'aimerais faire ressortir est celui-ci: l'essentiel, c'est d'utiliser les fonds de façon optimale. Je pense notamment à l'énergie solaire, éolienne, marémotrice et à la biomasse. Il faut avancer à pas mesurés dans certains de ces domaines, car de très gros investissements ne seraient pas immédiatement rentables. Tous les experts m'ont confirmé qu'il était possible de tirer d'importantes quantités d'énergie de ces sources mais pas avant quinze ans et plus.

Cet après-midi le ministre s'est montré plus favorable à la recherche d'autres sources énergétiques mais le gouvernement s'est engagé à ne dépenser que 2 p. 100 de son budget de recherche sur l'énergie à mettre en valeur des sources d'énergie autres que nucléaires.

Maintes fois nous avons demandé au ministre s'il envisageait l'utilisation de nouvelles sources d'énergie. Selon lui,

[M. MacDonald (Egmont).]

les sources d'énergie, à part l'énergie nucléaire, sont simplement une perte de temps ou seront exploitées plus tard; c'est pourquoi il ne vaut pas la peine de s'y arrêter pour l'instant. Je demande au ministre pourquoi le gouvernement américain, qui a consacré presque deux fois plus d'argent que nous, toutes proportions gardées, au cours des dernières années, pour trouver d'autres sources d'énergie, a encore une fois doublé son budget l'an dernier. Nous vivons dans un monde de rêves. Le ministre pense que les nouvelles sources d'énergie de rechange sont des lubies. C'est du moins l'impression qu'il donne lorsqu'il nous montre le projet témoin dérisoire ou parle d'une autre étude sur l'énergie marémotrice de la baie de Fundy. Il croit que nous faisons suffisamment d'efforts pour trouver d'autres sources d'énergie. Franchement, la position du gouvernement est moins que satisfaisante. Le Danemark, qui est loin d'être sous-développé s'occupe de trouver d'autres sources d'énergie, de sorte qu'un jour il tirera toute son électricité de l'énergie éolienne.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre! Je regrette d'interrompre le député, mais son temps est terminé.

M. Ross Milne (Peel-Dufferin-Simcoe): Monsieur l'Orateur, moi aussi, je suis très heureux de pouvoir participer à ce débat qui intéresse tous les Canadiens, surtout les habitants des Maritimes, comme le dit la motion. A l'instar du ministre, je pense que la hausse du prix de l'énergie a incontestablement eu des répercussions désastreuses pour la plupart des habitants du monde. Lorsque le prix mondial du pétrole a quadruplé en peu de temps, rares sont ceux dans le monde qui ont été épargnés. Les gens des Maritimes ont probablement été touchés davantage que ceux des autres régions du Canada.

Les députés ont soulevé plusieurs points aujourd'hui. Je pense que l'ancien chef de l'opposition a abordé une question très préoccupante. Il s'est demandé quelles répercussions la hausse du prix de l'énergie aura sur la santé industrielle dans les Maritimes. Il est difficile pour le propriétaire d'une maison de faire face à une hausse rapide du prix l'énergie, mais il faut payer la note.

● (1740)

La question la plus importante est peut-être celle de savoir quel est le coût à long terme de l'énergie pour l'industrie des Maritimes. Si l'industrie n'arrive pas à être concurrentielle, le chômage sévit et bien d'autres problèmes sociaux s'ensuivent. Nous devrions examiner attentivement les domaines où il est possible d'accroître l'efficacité énergétique dans l'industrie. Chaque fois qu'il est question d'économie d'énergie, le secteur industriel est peut-être le domaine le plus négligé.

J'ai été très heureux de pouvoir assister à la réunion, tenue récemment à Ottawa, de divers groupes œuvrant dans le domaine de l'énergie et du ministre et de me rendre compte de l'énorme changement qui s'est opéré dans l'industrie depuis l'an dernier. En d'autres mots, ces groupes se rendent compte maintenant qu'il importe d'intervenir au plus tôt pour économiser l'énergie dans l'industrie. A l'heure actuelle, ils mènent des études et effectuent des travaux de recherche dans leur propre secteur industriel afin d'établir ce qui doit et devrait être fait dans un certain délai.

Cela soulève une question fondamentale, qu'il ne faudrait pas entièrement laisser de côté. Lorsque nous avons eu cette augmentation importante du prix de l'énergie et même quelques problèmes d'approvisionnement, nous avons compris que depuis 20 ou 25 ans nous n'avions pas vu la nécessité de bâtir une infrastructure solide dans toutes les régions du pays pour régler ce genre de problèmes. A